

Libération 20190612

https://www.liberation.fr/planete/2019/06/12/en-italie-le-maire-pro-migrants-de-riace-devant-les-tribunaux_1733199

Vu de Rome

En Italie, le maire pro-migrants de Riace devant les tribunaux

Par [Eric Jozsef, correspondant à Rome](#) — 12 juin 2019 à 13:29



Domenico Lucano l'ex-maire de Riace, le 13 mai à Rome. Photo Filippo Monteforte. AFP

Domenico Lucano est poursuivi pour avoir organisé des mariages de convenance et pour fraude aux dépens de l'Etat. Le juge qui a autorisé les poursuites reconnaît que les éventuels délits auraient été commis «à des fins humanitaires».

Il y a seulement trois ans, il était selon le magazine américain *Fortune* l'une des cinquante personnalités les plus influentes de la planète. Bête noire du [ministre de l'Intérieur et leader de la Ligue d'extrême droite Matteo Salvini](#), Domenico Lucano, l'ex-[maire de Riace](#) (sud du pays), est aujourd'hui un banni, un homme abandonné par la plupart de ses anciens administrés et poursuivi par la justice. Mardi, celui que ses partisans surnomment affectueusement «Mimmo» a dû se présenter devant le tribunal de Locri (Calabre, sud) pour la première audience d'un procès où il est soupçonné d'avoir organisé des mariages de convenance et de fraude aux dépens de l'Etat.

Pour l'occasion, et dans la crainte d'une manifestation massive de militants de la gauche en faveur de l'ancien maire, le ministère de l'Intérieur avait déployé d'importants moyens policiers. Mais finalement, seule une cinquantaine de personnes est venue témoigner son soutien à «Mimmo» et son modèle d'intégration aujourd'hui démantelé. «*Ce qu'ils veulent, ce n'est pas me juger moi, c'est dénigrer un message politique*, a déclaré l'intéressé avant d'entrer dans le palais de justice. *J'étais le maire d'une petite commune de 1 600 habitants et sans doute le problème était que je portais le message politique d'une gauche authentique qui poursuit le grand idéal de la justice sociale.*»

Enrichissement personnel exclu

Concrètement, Domenico Lucano est soupçonné sur le plan judiciaire d'avoir organisé des «mariages de convenance» afin d'aider des femmes déboutées du droit d'asile à rester en Italie et de fraude aux dépens de l'Etat pour s'être passé d'appel d'offres en vue d'attribuer la gestion des ordures du village à des coopératives liées aux migrants. Les magistrats ont exclu tout enrichissement personnel. Le juge qui a autorisé la poursuite des procédures a même indiqué que les éventuels délits auraient été commis «à des fins humanitaires».

Le ministère de l'Intérieur s'est malgré tout porté partie civile. Et depuis octobre dernier Domenico Lucano vit sous le coup d'une interdiction formelle de remettre les pieds dans son village. «*Je vis grâce à des collectes*», a-t-il indiqué mardi.

Région désertifiée

Un peu partout en Italie, des citoyens se mobilisent pour défendre l'ancien maire et son «modèle d'intégration». Grâce à des fonds européens et italiens, Riace avait en effet accueilli au cours des dernières années des centaines de demandeurs d'asile. Ceux-ci avaient permis de repeupler le village et de relancer l'activité locale, dans une région du Mezzogiorno depuis longtemps désertifiée.

Matteo Salvini a toujours stigmatisé cette politique et Domenico Lucano dont il disait en juin 2018 qu'il était «un zéro». «*Je ne pense pas que développer les villages de Calabre, de Sardaigne ou de Lombardie à travers l'immigration de masse soit un futur pour l'Italie*», a insisté le leader d'extrême droite.

Lucano pas réélu

Dans ce contexte, le procès de Locri revêt un caractère emblématique et divise les Italiens, entre ceux qui continuent de défendre l'accueil des migrants et ceux, aujourd'hui plus nombreux, qui plébiscitent l'intransigeance de Matteo Salvini. Aux élections européennes du 26 mai, la Ligue s'est imposée comme la première force de la péninsule (34% des suffrages). Mais la formation d'extrême droite a également triomphé à Riace. Alors que les enquêtes à l'encontre de Domenico Lucano, commencées en 2016, ont progressivement entraîné la suppression des subventions publiques et, en conséquence, le départ de la plupart des migrants de Riace (les derniers ont été transférés à l'automne 2018 dans des centres d'accueil sur décision de Matteo Salvini), la population locale s'est retournée contre son ancien maire.

A l'issue des élections municipales qui avaient lieu le même jour que les européennes, la liste soutenue par la Ligue a obtenu plus de 30% des suffrages dans ce petit bout de Calabre.

Candidat sur une liste de gauche, Mimmo Lucano n'a même pas été réélu comme conseiller municipal.

Mardi, la première audience de son procès n'a duré que quelques minutes. Les débats ont été renvoyés au 17 juin. «*Je suis serein, je suis sûr que la vérité prévaudra*», a indiqué Mimmo Lucano. En attendant, Matteo Salvini renforce ultérieurement sa politique de répression des clandestins.

Amendes contre les navires

Mardi soir, Salvini a fait adopter par le Conseil des ministres un nouveau décret-loi qui prévoit entre autres des sanctions très lourdes contre les bateaux des ONG qui sauvent des migrants en mer. Le texte stipule ainsi qu'un navire qui entrerait sans autorisation dans les eaux territoriales italiennes risquerait désormais «*une amende de 10 000 à 50 000 euros contre le commandant, le propriétaire et l'armateur*». En cas de récidive, le décret prévoit «*la confiscation du navire*». Le Mouvement Cinq Etoiles, partenaire gouvernemental de la Ligue, a soutenu le projet.

Luigi Di Maio, vice-président du Conseil et chef du Mouvement, a d'ailleurs décidé lui aussi d'alimenter la méfiance à l'égard des étrangers. Mardi, en tant que ministre du Travail, il a annoncé des contrôles renforcés spécifiquement à l'encontre des «*magasins chinois et pakistanais*».

[Eric Jozsef correspondant à Rome](#)